

Le pouvoir aux travailleurs

21 AOÛT 2011

N° 174

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- LES NOUVEAUX DIRIGEANTS ONT BESOIN D'ASSEOIR LEUR POUVOIR POUR MIEUX SERVIR LES RICHES	2 - 3
- LA CRISE DU CAPITALISME : UN SYSTEME BARBARE AUQUEL IL FAUT METTRE FIN	4 - 6
- LE DRAMATIQUE ACCIDENT DE BUS SUR LE PONT HOUPHOUET ET LA VETUSTE DES TRANSPORTS COLLECTIFS	7
- JUSQU'OU PEUT CONDUIRE LA BETISE HUMAINE ?.....	7 - 8
- DESTRUCTION DE LA RUE PRINCESSE : TOUS DES CYNIQUES MENTEURS !.....	8
- TRISTE BILAN (PROVISoire) DES VIOLENCES POSTELECTORALES !	9
- LA SECURITE POUR LES FORCES DE L'ORDRE C'EST TABASSER LES PAUVRES ET PROTEGER LES RICHES	10
- IL FAUT DES LOGEMENTS SOCIAUX DECENTS POUR TOUS LES TRAVAILLEURS	11
- PMU, LOTTERIE : QUI SONT LES VRAIS GAGNANTS DANS CES ARNAQUES ?	11
- SOTACI : LE PATRON JOUE AVEC LE FEU	11
- FILTISAC : LES FORCES ARMEES AU SERVICE DU PATRONAT !	12
- DARLING : HALTE A L'ESCLAVAGE !	12

<p>LES NOUVEAUX DIRIGEANTS ONT BESOIN D'ASSEOIR LEUR POUVOIR POUR MIEUX SERVIR LES RICHES</p>
--

Le gouvernement a annoncé tout dernièrement son projet de démobiliser une dizaine de milliers de soldats « d'ici la fin de cette année ». Ces « soldats » en question sont des hommes recrutés majoritairement dans le nord par le clan de Ouattara et qui ont été baptisés FRCI. Ces hommes qui ont pris l'habitude de l'argent facile que leurs tenues et surtout leurs armes permettent d'extorquer auprès des populations des quartiers pauvres et des villages reculés, vont-ils accepter de bon cœur d'abandonner leur nouveau « métier » ? Le gouvernement tente de les amadouer en leur promettant de petits arrangements du genre : on leur donnera un permis de conduire pour leur apprendre à devenir chauffeurs de taxi. Mais, tout d'abord y a-t-il de la place pour 10 000 taxis de plus dans ce pays ? Ensuite, ce n'est pas tout d'avoir un permis de conduire pour devenir taximan. Encore faut-il avoir une voiture pour travailler et gagner sa vie. Mais tout cela n'est peut-être que chansons d'avenir et promesses.

L'autre « projet » du gouvernement c'est de vouloir intégrer complètement au sein des forces armées l'ensemble des autres soldats du FRCI. Mais là aussi, comment se passera leur intégration avec les éléments de l'ancienne force dite « loyaliste » de Gbagbo ? Vont-ils accepter de gaité de cœur que leurs anciens frères d'arme, après avoir fait un détour par le camp des « nordistes », reviennent bardés de galons et par conséquent des salaires et des responsabilités supérieurs, alors qu'eux n'ont pas bougé ? Ce sont-là quelques uns des problèmes qui se posent au nouveau pouvoir.

Si Ouattara parle beaucoup de « réconciliation nationale » ce n'est pas spécialement qu'il a envie de faire table rase sur le contentieux qu'il a eu avec les tenants du régime déchu. C'est surtout qu'il a envie que l'appareil d'Etat au sommet duquel il se trouve lui soit vraiment docile et soumis. La « stabilité politique » qu'il recherche passe, entre autre mais en grande partie, par la prise en main et le contrôle de l'appareil d'Etat et en premier lieu par le contrôle total du bras armé. Mais en a-t-il les moyens ? Comment peut-il être sûr que demain l'armée, la gendarmerie ou la police ne se rebelleront pas contre lui ? Dans ces conditions, démobiliser ses propres partisans et les renvoyer de l'armée, cela ne revient-il pas à se tirer une balle dans le pied ? Mais en même temps il n'a pas les moyens d'entretenir un appareil aussi pléthorique. Voilà pourquoi il est hésitant et avance à pas feutrés.

Jusqu'aujourd'hui Gbagbo ne s'est jamais déclaré « vaincu par les urnes » et par conséquent n'a pas reconnu Ouattara comme « président légitime ». Ouattara doit aussi savoir que l'ancien président a encore des partisans parmi les corps habillés comme dans la haute administration. Mais la « déstabilisation » peut venir aussi du clan Soro. En effet, même si Ouattara prétend que l'armée est en passe d'être réunifiée, tout le monde sait que c'est un gros mensonge. Pas uniquement parce que les Wattao, Fofié et leurs

bandes armées respectives n'y ont pas grand-chose à gagner et plutôt leur position à perdre, mais aussi parce que Ouattara n'a toujours pas eu les milliards promis par les puissances impérialistes pour financer la réunification réelle des deux armées. Il n'a pas non plus reçu les milliards pour remettre en état de marche la machine de l'Etat qui a subi d'énormes dégâts durant la guerre.

Or, avec la crise économique mondiale actuelle, les puissances impérialistes ont leur propre bourgeoisie à sauver en priorité. Certes, « l'aide » que l'Etat français pourrait apporter à Ouattara reviendra d'une manière ou d'une autre par un effet de retour à l'envoyeur, dans les caisses de la bourgeoisie française. Mais il est vraisemblable que dans la période actuelle, la priorité de l'Etat français soit tout autre que d'aider Ouattara à régler ses problèmes internes.

Par conséquent si cette crise économique s'aggrave, il est fort à parier que Ouattara n'aura pas les milliards dont il a besoin pour stabiliser son pouvoir. Tout au moins il ne les aura pas aussi facilement qu'il l'a laissé entendre jusqu'ici. Dans ces circonstances, la situation en Côte d'Ivoire peut se dégrader, voire même connaître un scénario inédit, avec par exemple, Ouattara, son gouvernement actuel et son clan contrôlant la partie Sud du pays, et Soro Guillaume ou l'un de ses avatars contrôlant le Nord du pays. Sachant que l'armée officielle au Sud est elle-même composée d'éléments antagonistes (les partisans du pouvoir déchu et ceux du nouveau), cela ne rendra que plus complexe la situation dans le pays. A cette complexification peut s'ajouter le retour en force des ex-com'zone avec chacun sa bande armée contrôlant un bout du pays. Et dans ce contexte, comment ne pas aussi craindre le retour en force des miliciens et des bandes armées ethnistes ?

En ex-Zaïre, l'actuelle RDC, le gouvernement de Kabila ne contrôle par exemple que la capitale tandis que le reste du pays est entre les mains des bandes armées. Mais pour les riches, les affaires continuent. Pas dans les meilleures conditions, il est vrai. Mais bon an mal an, les richesses du pays continuent à être pillées. Une situation comparable n'est pas inenvisageable en Côte d'Ivoire si ce pays s'enlise dans une nouvelle crise politique. D'ailleurs, faut-il le rappeler que le pays a été divisé en deux durant plusieurs années (il l'est toujours dans une certaine mesure) et que cela n'a pas du tout empêché le cacao, le café, l'hévéa, le coton et autres produits pétroliers de sortir du pays et d'engraisser la grande bourgeoisie et les dirigeants politiques de ce pays !

La seule chose qui est sûre c'est que les travailleurs, les populations pauvres, les petits paysans, ne peuvent rien attendre de bon du pouvoir actuel comme ils n'avaient rien à attendre des pouvoirs précédents. Les seules améliorations dans leurs conditions d'existence, ils ne les obtiendront que s'ils sont capables de les imposer par leurs forces collectives. Cela passe par leur capacité de s'organiser en tant que classe exploitée dans les villes comme dans les campagnes.

LA CRISE DU CAPITALISME :
UN SYSTEME BARBARE AUQUEL IL FAUT METTRE FIN

Les importantes chutes que les grandes places boursières de la planète ont connues ces derniers jours montrent que le système capitaliste est vraiment malade, que la crise économique est très profonde et que le risque de l'écroulement de l'ensemble du système n'est pas une simple vue de l'esprit. Les dirigeants des pays impérialistes font semblant de montrer à leur opinion publique qu'ils contrôlent la situation et expliquent tantôt que la crise est déjà jugulée, tantôt qu'elle est en passe de l'être et que l'économie va redémarrer bientôt.

La réalité est tout autre. Ces dirigeants, y compris ceux de la plus grande des puissances, ne maîtrisent absolument pas les mécanismes du système capitaliste. De par sa nature même, ce système économique est incontrôlable. Le fait que la production des biens n'est pas basée sur la satisfaction des besoins de l'humanité mais uniquement sur la recherche du profit individuel maximal la rend complètement anarchique. Les crises économiques qui apparaissent de manière cyclique ne sont pas des « accidents » ou des anomalies causées par on ne sait quels agents externes au système, mais font partie intégrante du fonctionnement même de ce système économique aberrant basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

La crise boursière actuelle n'est que la suite de la crise financière qui avait éclaté en septembre 2008 aux Etats-Unis et qui a touché de nombreux pays en Europe et ailleurs. A l'origine de cette crise il y a le fait que les profits tirés de l'exploitation globale de la classe ouvrière vont de plus en plus dans la spéculation

car la grande bourgeoisie internationale tire davantage de profit à spéculer plutôt qu'à investir dans la production des biens. C'est ainsi que durant les années qui ont précédé la crise de 2008, des sommes colossales sont allées vers la spéculation immobilière aux USA. Les banquiers ont incité des dizaines de millions de familles américaines à s'endetter auprès d'elles pour devenir propriétaires de leurs maisons. Mais dans cette période de marasme économique où les entreprises licencient plutôt que d'embaucher, plusieurs millions de salariés se sont retrouvés dans l'impossibilité de rembourser leurs dettes. Leurs maisons ont été confisquées par les banques et ils se sont retrouvés dans la rue, endettés et appauvris.

A cause de la prolifération de leurs titres « pourris » (les « subprimes »), les banquiers ont été mis en difficulté pour rembourser leurs propres dettes auprès d'autres banques. C'est ainsi que plusieurs banques se sont retrouvées en faillite. Tel un jeu de domino, la chute de l'une a entraîné celle de l'autre, et ainsi de suite. Cette cascade de faillites a traversé les frontières des Etats-Unis car toutes les banques internationales dépendent les unes des autres. Ainsi, toutes les places financières ont été touchées les unes après les autres.

Les chefs d'Etat des pays industrialisés ont décidé de renflouer les banques en difficulté en leur rachetant les titres pourris. Ce sont des centaines de milliards de dollars qui ont été ainsi donnés aux banquiers pour les sauver. Mais cet argent ne sort pas de nulle part. C'est l'argent des contribuables. En clair, les

dirigeants des Etats capitalistes ont appauvri encore plus les classes populaires, directement ou indirectement, pour payer la note de la crise financière. Les banquiers, et derrière elles la grande bourgeoisie internationale ont finalement gagné sur les deux tableaux : les bénéfices de la spéculation pour eux et les pertes pour les Etats, c'est-à-dire pour les classes populaires en dernier ressort. La moindre des choses aurait été pourtant de faire payer la crise à ceux-là même qui en sont les responsables.

A peine renflouées, les banques se sont mises à spéculer à une échelle encore plus grande et sur tous les secteurs où il y a matière à spéculer : les monnaies, les matières premières, etc. La flambée des prix du riz et du blé (entre autres) qui a déferlé dernièrement sur le continent africain, asiatique et en Amérique latine et qui a provoqué des émeutes de la faim dans de nombreux pays, est une des conséquences directes de cette spéculation mondiale. Des dizaines de millions de pauvres qui étaient déjà en situation de survie se sont retrouvés encore plus appauvris. Quand on a déjà du mal à se nourrir, une simple augmentation des prix sur les denrées alimentaires de base peut vous conduire à la mort. Et ceux qui spéculent sur les denrées de base comme le blé, le riz ou le maïs sont des assassins soutenus par les Etats capitalistes.

Ces derniers temps la spéculation s'est surtout portée autour de la capacité des Etats à rembourser leurs dettes. Pour soutenir leurs banquiers en difficulté les Etats des pays industrialisés se sont endettés auprès d'autres banques ou des mêmes. Du coup, ces Etats endettés jusqu'au cou ont de plus en plus de mal à

trouver des crédits auprès des bailleurs de fonds et sont obligés d'emprunter auprès des mêmes banques, à un taux de plus en plus élevés en fonction de leur cote de fiabilité déterminés par des institutions financières. Tels des rapaces, les spéculateurs jouent sur la capacité des Etats à rembourser leurs dettes. Ils retirent les capitaux des Etats jugés non fiables pour les placer sur ceux qui le sont un peu plus. C'est ainsi que l'Etat grec s'est retrouvé dans une situation de quasi-faillite. Mais au lieu de prendre de l'argent dans la poche des plus riches, c'est-à-dire des exploités, les dirigeants de l'Etat grec ont choisi de ponctionner les classes populaires, en diminuant les salaires, en augmentant les taxes, en prélevant sur les budgets sociaux, en reculant l'âge du départ à la retraite, etc.

A des degrés un peu différents, d'autres Etats européens se retrouvent dans une situation presque analogue : l'Espagne, l'Italie et peut-être demain la France. Même la plus grande puissance mondiale, les USA, semble ébranlée par cette crise de la dette dite «soveraine». Le montant de sa dette avoisine 16 400 milliards de dollars !

Le système capitaliste mondial est en crise profonde. Tout le monde s'accorde à dire qu'elle est comparable à celle de 1929 qui avait précipité le monde capitaliste tout entier dans une catastrophe jamais égalée. Les conséquences de cette crise furent désastreuses pour l'ensemble de l'humanité. Des dizaines de millions de personnes avaient basculé dans une misère sans nom. Aux Etats-Unis où cette crise avait éclaté, des millions de travailleurs furent jetés à la rue ; des millions de petits paysans furent ruinés et contraints de quitter leurs terres pour

agrandir la horde des chômeurs. L'écroulement brutal de l'économie aux Etats-Unis entraîna des faillites en cascades en Europe. La peur des réactions de la classe ouvrière amena la bourgeoisie, notamment en Allemagne, à financer des bandes fascistes pour briser les grèves et mettre au pas l'ensemble des travailleurs. L'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne fut une des conséquences de cette grande crise de même que l'armement de l'Allemagne qui s'en suivit et le déclenchement de la seconde guerre mondiale.

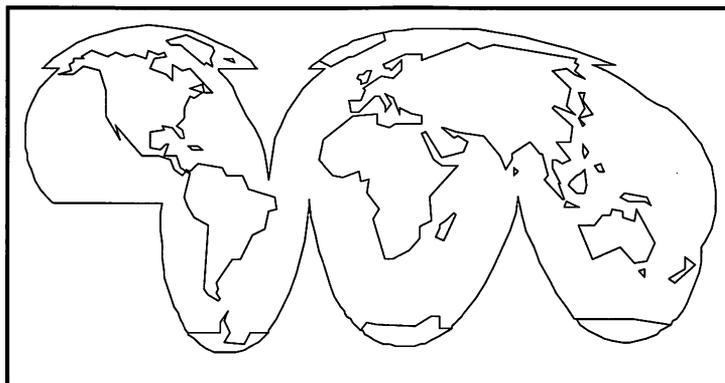
Et personne ne sait si, de soubresauts en soubresauts, de faillites en faillites, cette dernière crise du capitalisme ne va pas entraîner, tel un château de cartes, l'écroulement général du système. La situation est telle qu'une simple panique dans le milieu financier est susceptible de se transformer en krach boursier et entraîner des conséquences incalculables sur l'ensemble de la planète.

Lorsque la crise bancaire avait éclaté en septembre 2008, on a vu des chefs d'Etat africains (Abdoulaye Wade du Sénégal était un de ceux-là) ou des « observateurs » africains se disant « experts » en économie, déclarer que cette crise financière était une « chance »

pour les pays africains car elle leur offrirait une « opportunité » pour « rattraper leur retard » sur les pays développés. Tous ces gens-là ont voulu faire croire que l'Afrique ne sera pas touchée par cette crise mais au contraire allait y gagner. Mais les faits ont déjà contredit ces messieurs car les populations des pays pauvres ont déjà souffert de la flambée des prix causée par la spéculation sur les denrées agricoles. Certes les places financières se trouvent dans les pays riches et que les spéculations se font principalement dans les bourses de New York, Londres, Paris ou Tokyo. Mais le terrain de jeu de ceux qui font des profits par milliards sur le marché de la spéculation c'est la planète toute entière.

Croire que l'Afrique s'en sortira mieux que les autres est une ineptie. Le capitalisme n'a d'avenir nulle part. Il a déjà démontré et le démontre quotidiennement que la misère et la barbarie sont les seules choses qu'il peut offrir à l'humanité. L'avenir pour l'ensemble des travailleurs et des classes populaires, en Afrique comme ailleurs, passe par la destruction du système capitaliste, par le renversement du pouvoir de la bourgeoisie, par son expropriation et par la mise en commun de tous les moyens de production afin de satisfaire les besoins du plus grand nombre. L'avenir de toute la société c'est le communisme.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LE DRAMATIQUE ACCIDENT DE BUS SUR LE PONT HOUPHOUET ET LA VETUSTE DES TRANSPORTS COLLECTIFS

En début de ce mois d'aout, un autobus de la Sotra a effectué un plongeon dans la lagune avec tous ses passagers. Le bilan est lourd : une soixantaine de morts.

Il est difficile de savoir les circonstances de cet accident puisque la direction de cette société de transport ment visiblement pour couvrir sa responsabilité dans ce drame. Toujours est-il que le matériel roulant de la Sotra est dans un

piteux état de même que les woro-woro, gbaka et autres pinasses. Mais qu'est ce que ça peut bien faire aux autorités puisque ce sont des pauvres qui empruntent ces transports en commun ?

Oui, c'est dans ces tombeaux roulants que la bourgeoisie, les riches, convoient les travailleurs dans leurs usines, leurs commerces, leurs bureaux afin les exploiter. Quitte à ce que quelques uns meurent de temps en temps.

LA CAUSE DE L'ACCIDENT, VERSION FPI

Le lendemain de l'accident tragique du bus de la Sotra sur le pont H.B. le journal Notre Voie du FPI a écrit que puisque les bus de la Sotra sont (selon lui) en très bon état, l'explication de l'accident ne peut être trouvée que dans la « sorcellerie ». Ce journal écrit que ce sont les féticheurs des personnalités proches du pouvoir qui sont à l'origine de

ces morts. Leurs fétiches auraient besoin de « sang frais » pour augmenter leur puissance !

Si les toiles d'araignée se trouvant dans la cervelle de ceux qui écrivent ce genre de bêtise pouvaient tuer, cela ferait longtemps que cet individu aurait cessé d'écrire ses salades.

JUSQU'OU PEUT CONDUIRE LA BETISE HUMAINE ?

Suite au décès d'une élève policière dans un village de la sous préfecture de Nayo, département de Saïoua, quatre vieillards ont été accusés d'avoir « mangé l'âme » de la défunte. Trois d'entre eux ont été brûlés vifs après avoir été sauvagement battus par des jeunes du village. Le quatrième a heureusement réussi à s'échapper des griffes des assassins qui les accusent également

d'être à l'origine de leurs mauvais résultats scolaires. Ce sont des crimes odieux. Malheureusement il n'est même pas sûr que la justice de ce pays les poursuive pour assassinat. Aussi, on ne peut être que révolté par l'attitude de la journaliste qui, tout en relatant ces faits, prend visiblement partie en faveur des ces assassins obscurantistes.

L E U R S O C I E T E

L'école est en principe chargée d'ouvrir l'esprit de la jeunesse en lui apprenant à chercher l'explication scientifique des phénomènes naturelle, en lui montrant par exemple comment les microbes attaquent le corps humain et comment ils provoquent des maladies et

tuent. Mais ces jeunes qui ont tué n'ont visiblement rien appris à l'école. Quant à certains soi-disant journalistes qui gobent ou qui font gober à leurs lecteurs des histoires à dormir debout, ils ne valent pas mieux que ceux qui tuent à cause de leur bêtise.

DESTRUCTION DE LA RUE PRINCESSE : TOUS DES CYNIQUES MENTEURS !

Dans sa campagne tout azimut de « pays propre » lancée au mois de juillet pour les préparatifs de la fête de l'indépendance, le pouvoir en place a procédé à la démolition des baraques des petites gens qui se débrouillaient sur les trottoirs pour pouvoir subvenir aux besoins de leurs familles. Tant qu'il ne s'attaquait qu'aux petits débrouillards comme ses prédécesseurs, les journaux de l'opposition ne bronchaient pas ou en faisaient quelques échos, mais timidement.

Mais à quelques jours des festivités, les bulldozers ont mis le grappin sur la « prestigieuse » rue princesse de Yopougon et ont détruit nombre de maquis se trouvant sur cette rue. En réponse à cette destruction, les journaux proches du pouvoir déchu ont parlé de « perte d'emplois » et d'« augmentation du chômage » parce que ces maquis-bars, ces lieux de débauche, de prostitution, etc., emploieraient des centaines de jeunes. Pendant toutes ces années passées au

pouvoir, on n'a pas vu les emplois créés par le FPI. Il a plutôt précarisé le contrat d'embauche en le libéralisant avec la loi de 2004 qui permettait aux patrons de se débarrasser de leurs employés. Les contrats à durée déterminée sont devenus la seule forme d'embauche. Aujourd'hui, même dix ans de travail continu dans une entreprise, ne donne pas droit à une vraie embauche !

De l'autre côté, en réponse à ces attaques, le pouvoir dit avoir pris cette décision pour « respecter la loi ». Mais de quel respect de loi parlent ces messieurs, et dans l'intérêt de qui ? Peut-être des gens riches de leur bord qui ne veulent pas voir sur les trottoirs la pauvreté qu'ils ont créée ! Sinon, pour les travailleurs, pour les gens pauvres, c'est la jungle, il n'y a pas de loi. Pas de loi pour exiger de l'embauche ; pas de loi pour mettre fin aux licenciements et autres brimades que subissent les travailleurs. Pas de loi non plus pour mettre fin à l'augmentation anarchique et abusive des prix des denrées nécessaires au petit peuple.

L E U R S O C I E T E

TRISTE BILAN (PROVISOIRE) DES VIOLENCES POSTELECTORALES !

Les organisations internationales comme Human Right Watch et Amnesty International ont établi un rapport sur la violence qui a déferlé sur le pays après l'élection présidentielle et qui a opposé les deux bandes armées : l'une fidèle à Gbagbo et l'autre à Ouattara. Les chiffres avancés font état de 3000 morts. Chacun des deux clans a commis des crimes graves, des tueries en masse, des viols etc., sur les populations civiles. Hélas il est fort probable que ce chiffre soit en dessous de la réalité car des nombreuses victimes n'ont peut-être même pas été comptabilisées.

Ce sont, évidemment, les populations pauvres qui ont payé et qui continuent de payer le lourd tribut de cette lutte entre clans rivaux. C'est en effet, dans les quartiers pauvres de Yopougon, d'Abobo etc., ou à l'Ouest comme dans la ville Duékoué, qu'il y a eu le plus de massacres, de pillages et de destructions de maisons voir de villages entiers.

Chaque clan rival présente l'autre comme le responsable de la barbarie. Mais les travailleurs ont vu comment tous ces dirigeants se ressemblent politiquement et sont capables de marcher sur les cadavres des pauvres pour défendre leur pouvoir ou pour y accéder.

REOUVERTURE DE LA PRISON CIVILE D'ABIDJAN : LEUR PRIORITE !

Moins de cinq mois après sa mise à sac, la MACA (Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan) a rouvert ces portes après avoir subi des travaux de réhabilitation qui ont coûté deux milliards de francs CFA.

Parmi les nombreuses urgences de la société telles que la construction ou la réhabilitation de routes, de centres de santé, d'écoles etc., le gouvernement a choisi d'engloutir l'argent des contribuables dans la prison. Cela illustre un peu son centre de priorité.

Selon un haut cadre de la justice, c'est pour soi-disant « protéger la société des éléments dangereux...ou les empêcher de commettre des actes interdits par la loi... ». Certes, il est préférable que les violeurs, les égorgeurs d'enfants et les

dangereux violents ne se promènent pas librement dans les rues. Mais les casernes auraient pu au moins servir à cela en attendant. Et les deux milliards engloutis à la MACA auraient pu être affectés à d'autres priorités plus importantes.

Mais dans ce pays comme ailleurs, il y a d'autres « éléments dangereux » qui sont laissés totalement en liberté et même protégés par l'appareil d'Etat : Ce sont tous les exploiters qui affament les travailleurs avec des salaires de misère, qui les jettent à la porte comme bon leur semble, qui vivent de la sueur et du sang des autres, qui cavalent dans les grosses cylindrés sans être inquiétés etc.

Mais, ce ne sont pas à ces voleurs patentés que la justice compte s'en prendre, loin de là !

L E U R S O C I E T E

QUE CACHE L'OPERATION PAYS PROPRE ?

Depuis l'arrivée de Ouattara au pouvoir une opération "pays propre" a été engagée. On assiste à la démolition de tous les étalages et petites constructions situés au bord des routes. Ainsi donc, accompagnés des forces armées et des machines, l'Etat s'attaque aux pauvres en détruisant les baraques de petits commerces, des ateliers de menuiserie, des salons de couture, de coiffure, etc. situés au bord des trottoirs sous prétexte qu'ils occupent illégalement la voie publique.

Que l'Etat rende la ville propre, que les rues soient balayées, que les caniveaux soient débouchés, c'est la moindre des choses et on espère cela va continuer et ne s'arrêtera pas aux quartiers riches. Pour l'instant sous prétexte de maintenir les rues propres, l'Etat s'en prend surtout aux

pauvres en les accusant de ne pas respecter la loi sur l'urbanisme.

Mais qui est-ce qui respecte les lois dans ce pays ? Les riches qui exploitent les travailleurs en leur payant des salaires de misères respectent-ils les lois ? Et pourquoi les autorités ne s'en prennent-elles pas à eux ? Parce qu'ils sont du même monde et elles sont là pour les servir. Les précédentes autorités comme les nouvelles ne feront rien pour sortir les travailleurs et les populations pauvres de cette situation. Mais la destruction des activités de ces gens qui vivent de petits boulots situés aux abords des trottoirs va encore plus les enfoncer dans la misère.

C'est aux travailleurs par une organisation forte de débarrasser le pays des faiseurs de misères.

LA SECURITE POUR LES FORCES DE L'ORDRE C'EST TABASSER LES PAUVRES ET PROTEGER LES RICHES.

Face à l'insécurité récurrente dans les différents quartiers d'Abidjan due aux bandits, aux FRCI et autres corps habillés, les nouvelles autorités du pays ont décidé de mettre en place un « plan d'urgence ». Mais il ne faut pas se laisser bernier par des discours démagogiques.

Ce plan prendra en priorité la défense des riches et de leurs biens, notamment la protection des trois grandes zones industrielles (Vridi, Koumassi et Yopougon) et aussi les quartiers huppés

d'Abidjan (le Plateau, Cocody, Riviera) et bien sûr les banques.

Quant aux quartiers pauvres, ils peuvent toujours attendre ! Pourtant c'est dans ces quartiers que sévissent les bandits de toutes sortes, corps habillés ou pas. Quand on sait que c'est à ces mêmes voyous en uniformes que l'Etat demande d'assurer la sécurité, on peut se dire que cela revient à demander à un aveugle de réguler la circulation.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

IL FAUT DES LOGEMENTS SOCIAUX DECENTS POUR TOUS LES TRAVAILLEURS

Le quartier An 2000 à proximité de la zone industrielle de Yopougon a été en partie détruit dans le cadre de l'opération « pays propre » lancé par le gouvernement. Ces habitations de fortune font partie de la ceinture de bidonvilles qui entoure toute la zone industrielle et qui sert de logements aux travailleurs dont la majorité touche des salaires de misère.

Certaines familles ont réussi à se recaser, qui chez des amis, qui chez des parents etc. celles qui n'ont pu trouver

refuge nulle part sont contraintes de dormir à la belle étoile.

Que des travailleurs, ceux la mêmes qui produisent toutes les richesses, soient contraints de se loger dans des taudis pareils, c'est une aberration !

Mais ce gouvernement, incapable qu'il est de reloger ces travailleurs dans des logements sociaux dignes, a choisi au contraire de les jeter à la rue comme des malpropres. C'est révoltant !

PMU, LOTTERIE : QUI SONT LES VRAIS GAGNANTS DANS CES ARNAQUES ?

Nombreux sont les travailleurs qui s'adonnent au PMU ou à la lotterie. Ils espèrent par ce biais arrondir les fins de mois difficiles et pourquoi pas toucher un jour le gros lot afin de sortir définitivement de la misère. Ainsi donc certains sont pris dans ce cercle infernal duquel il est difficile de sortir.

Ces jeux de hasard servent à vendre aux travailleurs et aux pauvres l'illusion qu'ils pourront du jour au lendemain,

devenir riches. L'espoir fait vivre, dit -on ; mais là, c'est un espoir vain. Il s'agit d'une arnaque. Et là, à coup sûr, les seuls vrais gagnants ce sont les organisateurs de ces jeux.

Pour améliorer leur sort, les travailleurs n'ont d'autre choix que de se battre collectivement. C'est le seul moyen pour imposer au patronat et au gouvernement de bons salaires et des meilleures conditions d'existence.

SOTACI : LE PATRON JOUE AVEC LE FEU

Les travailleurs de la Sotaci sont opposés depuis un certain temps à leurs patrons sur la question de la revalorisation de leur salaire.

Lors de la rencontre du 06 août dernier entre les représentants des deux parties, le patron plutôt que de chercher à répondre aux revendications s'est montré

très méprisant et arrogant vis-à-vis des travailleurs.

Aujourd'hui, il peut se permettre d'avoir une telle attitude. Mais demain, lorsque les travailleurs seront prêts à aller jusqu'au bout de leur revendication, on verra s'il s'obstine

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

FILTISAC : LES FORCES ARMEES AU SERVICE DU PATRONAT !

Le 28 juillet, les travailleurs, en arrivant à l'usine, ont été témoins de la bastonnade de deux individus par les éléments des FRCI engagés par la direction de Filtisac. Accusés injustement d'avoir distribué des papiers dénonçant les conditions de travail et l'exploitation des travailleurs, ces deux personnes ont été,

durant deux heures, sauvagement battues sous les yeux du chef de sécurité.

Cela montre comment ces corps habillés appelés hier FDS aujourd'hui FRCI sont utilisés par la bourgeoisie comme une simple milice à leurs ordres pour défendre ses intérêts.

DARLING : HALTE A L'ESCLAVAGE !

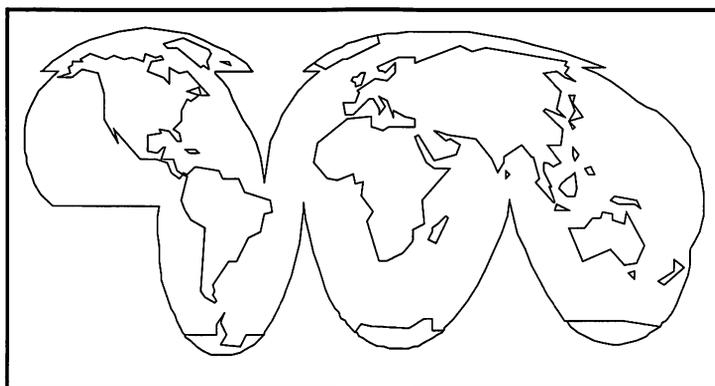
La direction de Darling (une entreprise de fabrication de mèches) emploie aujourd'hui des journaliers à 1000F par jour au lieu de 2500 F qui étaient déjà une misère. Le prétexte avancé par le patron pour justifier cela est que ces travailleurs sont en essai pour une période d'un mois.

Par ailleurs dans la même entreprise, une dizaine de travailleurs ont été renvoyés. Leur crime, c'est d'avoir exigé le paiement de l'intégralité de leur

salaire. Dans les faits, ceux-ci étaient payés d'habitude de façon hebdomadaire. Depuis quelque temps leur salaire est payé à la fin du mois. Sauf que ces ouvriers n'ont reçu que le salaire d'une semaine au lieu de quatre. Ces travailleurs ont eu gain de cause. Mais une dizaine d'entre eux ont été injustement mis à la porte.

Le comportement inacceptable de ce patron ne date pas d'aujourd'hui. Il continuera sévir tant que les travailleurs n'y mettent pas un terme.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.